



Xinjiang en 2018.



En Chine, H&M garde ses magasins, ici à Pékin.



Manifestation devant Zara à Nantes le 19 mars 2021.

François Mitterrand et son "aveuglement" au Rwanda

France Un rapport remis hier au président Macron parle de responsabilité, pas de complicité.

Les autorités françaises "ont fait preuve d'un aveuglement continu dans leur soutien à un régime raciste, corrompu et violent. L'alignement sur le pouvoir rwandais procède d'une volonté du chef de l'État". La conclusion du rapport d'une commission d'historiens remis ce vendredi au président Macron est sans ambiguïté sur l'implication de son prédécesseur socialiste François Mitterrand.

Car entre 1990 et 1994 la relation franco-rwandaïse est avant tout celle d'un "coup de cœur" du président français pour son homologue rwandais, selon une note remise en 1993 à Michel Rocard, ex-Premier ministre.

Régulièrement reçu à Paris par son homologue, Juvénal Habyarimana, le président hutu, a "l'oreille de l'Élysée", selon le rapport qui parle de "liens personnels" entre les deux hommes.

"À chaque fois qu'il vient à l'Élysée, il obtient l'appui du président", précise le rapport.

Mais au-delà de cette relation d'amitié, François Mitterrand voit le Rwanda comme le laboratoire de sa nouvelle politique africaine impulsée en 1990 par le discours de la Baule. À cette occasion, il fait passer un message simple: la France soutiendra militairement les pays qui le souhaitent à condition qu'ils s'engagent sur la voie de la démocratie.

C'est ce deal "donnant-donnant" qui est passé avec Habyarimana, même si des voix discordantes alertaient sur les risques de passer un tel accord avec un régime déjà suspecté de commettre des violences contre les Tutsis. "Le choix, cependant, est fait au plus haut niveau de l'État de la mettre en œuvre", indique encore le rapport Duclert.

Signaux d'alarme

En 1992, les signaux d'alarme quant au durcissement d'une partie du régime hutu s'accroissent.

En février d'abord, après les massacres de Tutsis au Bugesera (sud-est), le renseignement militaire français signale le doute profond qu'il faut avoir face à une grande partie des institutions rwandaises et parle de risque "d'extension des pogroms".

En août de la même année, l'état-major des armées craint "des incidents ethniques débouchant sur une chasse aux Tutsis".

Et en octobre, c'est une note de Jean-Marc de la Sablière, directeur des affaires africaines au Quai d'Orsay qui signale "les activités des extrémistes hutus" et leur "hostilité à ce qui pourrait entamer les pouvoirs" du président. Mais à aucun moment la position de l'Élysée ne fléchit. "On peut se demander si, finalement, les décideurs français voulaient entendre une analyse qui venait, au moins en partie, contredire la politique mise en œuvre au Rwanda", dénonce le rapport.

Mitterrand n'est pas seul

Mais Mitterrand ne prend pas ses décisions totalement seul. Autour de lui, quelques personnages clés, des fidèles comme le secrétaire général Hubert Védrine, et d'autres qui l'ont aidé à orienter sa politique rwandaïse, à commencer par son chef d'état-major particulier, le général Christian Quesnot.

Dans le rapport, où il est cité plus de 150 fois, Quesnot est présenté comme un soutien actif du président rwandais.

Sa lecture du conflit au Rwanda est purement ethniciste, soutient le rapport: hostile au FPR qu'il voit comme le parti des Tutsis soutenus par un pays étranger, l'Ouganda, et qui menace la sécurité et le pouvoir en place au Rwanda.

Elle est partagée notamment par son adjoint, le général Jean-Pierre Huchon, et par le conseiller Afrique de l'Élysée, Bruno Delaye.

Elle va largement influencer la politique française au Rwanda.

Face aux attaques plus pressantes du FPR en 1993, Quesnot recommande par exemple le "renforcement de notre soutien à l'armée rwandaïse". Une note approuvée par le chef de l'État avec la mention "D'accord Urgent", écrite à la main.

L'aveuglement jusqu'au bout

La cohabitation à l'œuvre en France à partir du printemps 1993 ne changera pas grand-chose: les décisions continuent d'être prises dans ce cercle restreint autour du président.

Le 7 avril 1994, l'avion du président Habyarimana est abattu, point de départ d'un génocide de trois mois qui tuera 800 000 personnes selon l'Onu, principalement des Tutsis.

Deux mois après le début des massacres, Mitterrand utilise le mot "génocide perpétré par des Hutus", mais l'attribue non pas à quelque chose de systémique mais à la "folie qui s'est emparée d'eux après l'assassinat de leur président".

"La France n'a aucune responsabilité dans ce drame", assure-t-il un mois plus tard. (AFP)